



Pays : République de Guinée Plan de Travail Annuel (PTA) 2013

Programme Gouvernance et consolidation de la paix

Le Programme vise, à terme, à contribuer à l'émergence d'institutions démocratiques plus solides et consensuelles ainsi qu'un changement qualitatif de comportements des populations, des médias et des Forces de Défense et de Sécurité ainsi qu'au respect des principes démocratiques et de l'Etat de droit. Dans ce cadre, le programme contribuera à l'effet ci-après :

Effet(s) du PNUAD/Programme de Pays : D'ici à 2017, les Institutions démocratiques et le système judiciaire et sécuritaire fonctionnent sur la base de la transparence, du dialogue et de la concertation, dans le respect des normes nationales et internationales et assurent la protection effective des libertés individuelles et collectives.

Produits escomptés du Programme de Pays (DPP) :

(Lié(s) à l'intervention et extraits du Plan d'action du Programme Pays (PAPP))

1. L'administration électorale dispose des capacités de planification, de mobilisation et de gestion des ressources, ainsi que des systèmes et processus électoraux.
2. Des Programmes d'éducation civique et citoyenne de sensibilisation sur les droits humains, y inclus les aspects d'égalité du genre, sont formulés et mis en œuvre.
3. L'Assemblée Nationale, la Cour des Comptes, le Conseil Economique et Social et la Société Civile sont dotées de personnel compétent et d'outils nécessaires pour mieux assurer leurs missions.
4. Les structures, normes et procédures ainsi que les ressources humaines de l'Administration publique sont modernisées et la transparence renforcée.
5. Le processus de décentralisation et de gouvernance locale est renforcé à travers la mise en œuvre de la Lettre de Politique Nationale de Décentralisation et de Développement Local (LPN/DDI).
6. Les capacités de contrôle civil et démocratique des forces de défense et de sécurité (FDS) sont renforcées.
7. Une Stratégie nationale de prévention et de résolution des conflits élaborée et mise en œuvre avec une participation féminine effective conformément à la Résolution 1325.

Partenaires de réalisation :

- **Institution de tutelle signataire :** Ministère de la Coopération Internationale et Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation.
- **Structure de réalisation :** Primature, MJ&GS, MEF, MT&FP, MAID, Ministère de la Défense, Ministère de la Sécurité et de la Protection civile, Ministère de l'Information, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Ministère des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques, HC-REMA, SGG, CNT, CFS, CNC, CENI, OSC, HCDH.

Autres partenaires :

Nationaux : Sociétés minières, sociétés de télécommunication, Organisations de la Société civile (OSC), Universités.

Internationaux : FMI, Banque Mondiale, BAD, UE, CEDEAO, UA, OIF, AFD, USAID, GIZ, Ambassade de France (SCAC), Ambassade d'Allemagne, Ambassade du Royaume d'Espagne, Ambassade de Chine, Ambassade du Japon, Ambassade du Nigéria, Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBI).

Texte explicatif

Suite à l'approbation du Document du Programme de Pays (DPP) par le Conseil d'Administration du PNUD en juin 2012 à New-York et la signature du Plan d'Action du Programme de Pays (PAPP) le 28 novembre 2012 à Conakry, le présent Plan de Travail Annuel (PTA), premier du cycle de programmation 2013-2017, a été élaboré et conclu entre le PNUD et le Gouvernement en vue de réaliser la contribution du programme gouvernance et la consolidation de la paix aux résultats du PAPP pour l'année 2013. Il s'inscrit dans le cadre de l'appui à la consolidation de la paix et de la démocratie et à la relance du développement économique et social du pays.

Conformément aux orientations du Programme de pays, ce PTA vise à contribuer à l'émergence d'institutions démocratiques plus solides et consensuelles ainsi qu'un changement qualitatif de comportements des populations, des médias et des Forces de Défense et de Sécurité, y compris en matière de respect des principes démocratiques et de l'Etat de droit. Il est structuré autour de trois sous-composantes, à savoir : i) la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit, et ii) la réforme de l'Administration publique, y inclus la gouvernance locale, et iii) la consolidation de la paix, notamment à travers la réforme du secteur de la sécurité, des actions de plaidoyer et de renforcement des capacités des structures et institutions de prévention et de résolution des conflits.

Dans cette perspective, le présent Plan de Travail Annuel (PTA) récapitule les interventions prévues dans le domaine de la gouvernance, sur financement propre du PNUD ou d'autres partenaires et administrées par le PNUD. Dans ce dernier cas, il s'agit notamment des appuis de divers partenaires pour la finalisation de la transition politique, des contributions de la BAD à la relance du processus de développement et des actions d'appui à la consolidation de la paix sur financement du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (PBI). Le PTA intègre également les appuis apportés conjointement par le PNUD et UNCDF (Fonds d'Équipement des Nations Unies) pour la consolidation de la décentralisation et du développement local.

I. Résultats annuels attendus en 2013

1.1 Consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit

- L'administration électorale dispose des capacités de planification, de mobilisation et de gestion des ressources, ainsi que des systèmes et processus électoraux des systèmes / processus électoraux :
 - Les capacités des acteurs concernés par les élections législatives sont renforcées ;
 - Les acteurs politiques et les populations sont sensibilisés pour la tenue d'élections apaisées ;
 - Les conditions sécuritaires sont assurées pour l'organisation d'élections libres et transparentes.
- Des Programmes d'éducation civique et citoyenne de sensibilisation sur les droits humains, y inclus les aspects d'égalité du genre, sont formulés et mis en œuvre :
 - Les connaissances des citoyens sur leurs droits et devoirs sont améliorées ;
 - Une assistance judiciaire gratuite de proximité est mise en place pour 250 personnes vulnérables (femmes, mineurs, PVVIH, etc.) ;
- L'Assemblée Nationale, la Cour des Comptes, le Conseil Economique et Social et la Société Civile sont dotées de personnel compétent et d'outils nécessaires pour mieux assurer leurs missions:

- L'Administration parlementaire de la nouvelle Assemblée Nationale dispose des capacités lui permettant de jouer correctement son rôle;
 - La Cour des Comptes, le Conseil Économique et Social et la Société Civile sont renforcées pour assurer leurs missions
 - Le processus de mise en place du Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs (MAEP) est lancé.
- Les structures, normes et procédures ainsi que les ressources humaines de l'Administration publique sont modernisées et la transparence renforcée:
- Le dispositif de pilotage du Programme de réforme de l'État et de modernisation de l'Administration (PREMA) est mis en place et fonctionnel ;
 - L'assistance technique et financière est apportée pour la mise en œuvre des actions prioritaires du PREMA;
 - Les Secrétaires Généraux des ministères des secteurs prioritaires ainsi que d'autres cadres et agents de l'État sont formés en leadership et gestion publique ;
 - Les capacités institutionnelles et juridiques de lutte contre la corruption sont renforcées;
 - Un profil de gouvernance est élaboré conformément aux standards internationaux;
- Le processus de décentralisation et de gouvernance locale est renforcé à travers la mise en œuvre de la Lettre de Politique Nationale de Décentralisation et de Développement Local (LPN/DDI) :
- La mise en œuvre de la LPN/DDI a contribué à un environnement favorable à l'autonomie des collectivités locales et favorisé l'exercice d'une maîtrise d'ouvrage communale inclusive;
 - Les collectivités locales élaborent et gèrent le développement local de manière inclusive dans un environnement favorable au développement humain;
 - Un cadre stratégique national du développement économique local inclusif est élaboré, adopté et diffusé;
 - Des investissements structurants de développement économique local ont favorisé la création d'emplois pour les jeunes et les femmes et l'accroissement des revenus pour la collectivité locale.

1.2 Consolidation de la paix

- Les capacités de contrôle civil et démocratique des forces de défense et de sécurité (FDS) sont renforcées :
- La commission provisoire de réflexion sur la réconciliation nationale est outillée sur la conduite d'un processus holistique de consultation et de réflexion sur la réconciliation nationale ;
 - Le programme d'actions prioritaires de réforme du secteur de la sécurité à moyen terme est finalisé et validé et sa mise en œuvre lancée ;
 - Un système moderne de gestion des ressources humaines (contrat avec le fournisseur) est finalisée et opérationnel ;
 - Les capacités des acteurs concernés (CNI, Cour des Comptes / Cour Suprême, société civile etc.) sont renforcées pour le contrôle civil et démocratique des FDS ;
 - Les capacités de l'École Nationale de Police sont renforcées pour une meilleure contribution à la qualification et à la professionnalisation de la Police guinéenne.
- Une Stratégie nationale de prévention et de résolution des conflits élaborée et mise en œuvre avec une participation féminine effective conformément à la Résolution 1325:
- Une stratégie nationale de prévention des conflits et de la consolidation de la paix est élaborée et validée ;
 - Les structures/mécanismes pour la paix sont renforcées au niveau local et communautaire ;
 - Les capacités et mécanismes de gestion des catastrophes naturelles sont renforcés ;
 - Une plateforme nationale des praticiens de la paix est mise en place ;

- Un système national d'alerte précoce et de réponse rapide est mis en place et opérationnel ;
- Des cadres périodiques de dialogue et de concertation entre les principaux acteurs sont mis en place pour favoriser des élections législatives crédibles et apaisées ;
- La dimension prévention des conflits et consolidation de la paix est intégrée dans le DSRP et les plans de développement locaux (PDL) de 15 collectivités locales pilotes.

II. Stratégie d'intervention : Conformément aux orientations définies dans le PAPP, la stratégie d'intervention du programme repose principalement sur :

- La consolidation des acquis du Programme de pays 2007-2012 du PNUD, dans la dynamique de la consolidation de la paix et de la démocratie et la relance du développement ;
- La recherche de complémentarité et de synergie internes, mais également avec les interventions des autres partenaires au développement (CEDEAO, Union Africaine, Union Européenne, USAID, Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, Organisation Internationale pour la Francophonie, AFD, etc.), du secteur privé et des organisations non gouvernementales pour la rationalisation des interventions et le renforcement des capacités pour l'atteinte des OMD;
- Les enseignements tirés de la mise en œuvre des différents projets de gouvernance et leurs résultats au cours des années passées. Cette stratégie tiendra également compte de l'évaluation des capacités des partenaires impliqués dans la mise en œuvre du programme.

III. Arrangements de gestion

Le programme est mis en œuvre sous la responsabilité du Comité de pilotage mis en place à cet effet, organe de décision, dont la fonction principale consiste à : donner les orientations stratégiques et les axes prioritaires d'intervention conformément aux priorités nationales ; examiner l'état d'avancement périodique de la mise en œuvre du programme sur la base des rapports établis; décider des corrections nécessaires pour une meilleure exécution des activités ; donner des directives nécessaires à la bonne exécution du programme. Présidé par le Secrétaire général du Ministère de tutelle du programme, le Comité de pilotage se réunit deux fois par an sur convocation de son président.

Pour les composantes appui au cycle électoral, dialogue inclusif et durable, réforme du secteur de la sécurité, des dispositifs spécifiques (Comité national de pilotage du PBF, Commission d'orientation stratégique de la RSS etc.) sont mis en place pour assurer l'orientation et la supervision de la mise en œuvre de ces composantes.

- **Rattachement du programme au Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation**, qui assurera la tutelle du programme en raison de la transversalité des activités prévues et de la nature des composantes du programme. Le programme est mis en œuvre à travers l'Unité de Gestion intégrée rattachée au Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation et d'une sous-unité de terrain à Kankan chargée de la mise en œuvre du PDI.G III. Pour la gouvernance démocratique¹, chaque sous-composante du programme est animée par un Directeur national nommé par le Gouvernement. Un Coordonnateur National du Programme sera recruté selon les procédures du PNUD ainsi qu'un gestionnaire du programme pour la sous-unité. Ils seront appuyés par une équipe technique, dont des experts techniques par composante, un gestionnaire comptable avec un personnel d'appui. Les fonctions transversales de communication et de suivi-évaluation seront assurées par deux experts respectivement en étroite collaboration des unités concernées du bureau du PNUD.

L'Unité de Gestion intégrée, aura entre autres mandats, la gestion quotidienne du programme dans une

¹ Exceptionnellement, la mise en œuvre du projet d'appui ciblé financé par la BAD est assurée par l'Unité de Coordination et d'Exécution des projets (UCEP) mise en place par le Ministère de l'Economie et des Finances pour gérer tous les appuis institutionnels du département, tous bailleurs de fonds confondus.

cohérence d'ensemble en termes de coordination, de facilitation et d'établissement des liens synergiques, substantifs et opérationnels entre les 3 axes du programme. En outre, l'unité devra participer activement à la mobilisation de ressources humaines, matérielles et financières, assure la planification et la coordination des activités, le suivi-évaluation périodique interne des différentes sous-composantes, le secrétariat technique des comités de pilotage des 3 axes.

- **Utilisation du formulaire FACE** (Formulaire d'Autorisation de financement et de certification des dépenses) par les partenaires nationaux d'exécution pour demander des fonds et faire le rapport sur les dépenses par trimestre comme décrit dans le PAPP. Le Bureau pays n'ayant pas encore finalisé la micro évaluation pour la mise en œuvre du HACT (Modalité Harmonisée de transfert d'espèces) et dans une optique de préparation des partenaire d'exécution à ce nouvel outil, le formulaire FACE sera utilisé pour procéder au paiement des avances à conditions que (i) les copies des pièces justificatives des dépenses soient transmises par le partenaire d'exécution lors de la prochaine demande d'avance de fonds, (ii) selon une périodicité trimestrielle et que (iii) le montant justifié représente au moins 80% de la précédente avance de fonds. A toute nouvelle demande d'avance, doit être annexés en plus des pièces justificatives de l'utilisation de la précédente avance de fonds, un rapprochement bancaire du compte dédié au projet et un budget détaillé justifiant la nouvelle avance de fonds sollicitée.

Sont autorisés à valider le formulaire FACE, le Directeur national du projet ou son suppléant ainsi que le Coordonnateur national du programme/ou l'expert de la sous-composante par délégation de pouvoir. La modalité d'exécution nationale(NEX) sera complétée par l'appui au NEX avec la signature de lettres d'accord avec les partenaires d'exécution.

- **Responsabilités du Gouvernement** : Pour la bonne exécution du programme, le Gouvernement s'engage à mettre à la disposition de chaque composante des locaux avec des bureaux fonctionnels et le personnel national de contrepartie (Directeur national et autres cadres fonctionnaires concernés par la réalisation d'activités spécifiques). En outre, le Gouvernement s'engage à verser, en début d'année, une contrepartie financière annuelle aux fins de contribuer au financement du programme.

Les fonds de contrepartie nationale sont destinés au financement des dépenses courantes liées notamment à l'entretien des locaux et des équipements mis à la disposition des projets et la prise en charge de toute autre dépense pertinente non éligible sur les fonds du PNUD. En outre, le financement des charges récurrentes, une fois le programme achevé, relèvera du budget de l'Etat. Enfin, le Gouvernement prendra également les dispositions qui s'imposent pour la capitalisation des meilleures pratiques et expériences développées par le programme.

- **Principaux risques encourus dans la mise en place et le fonctionnement du programme** : un retard dans la mise en place de la contrepartie de l'Etat et autres ressources à mobiliser; la non maîtrise de l'esprit et des modalités pratiques de mise en œuvre du programme, notamment l'Approche l'Harmonisée de Transferts de Fonds (HACT) ; le manque de transparence dans la sélection des consultants et des ONG ; l'instabilité monétaire et le risque de change ; les interférences des responsables administratifs et politiques dans la gestion du programme ; le non-respect des engagements politiques entraînant de fait un environnement peu propice à la mobilisation des ressources humaines et financières nécessaires.

IV. Suivi et évaluation

Conformément aux modalités préconisées par le PNUAD et aux orientations décrites dans le PAPP, le suivi et l'évaluation du programme reposent principalement sur :

- Les rapports trimestriels de suivi et d'avancement élaborés et soumis par le Directeur/ Coordonnateur national de programme au PNUD et à la Direction Nationale de la Coopération pour exploitation par les services gouvernementaux de suivi de l'aide, au comité des effets et au projet d'appui à la gouvernance

démocratique et au renforcement des capacités humaines et institutionnelles ;

- La revue annuelle, effectuée au 4^{ème} trimestre de l'année en cours, en vue de mesurer le niveau d'atteinte des objectifs, tirer les enseignements et programmer les cibles annuelles de produits et les activités pour la prochaine année. Le Rapport d'avancement standard (SPR), élaboré à l'issue de cette revue, est exploité par les Groupes thématiques et lors de la réunion d'examen annuel du PNUAD ;
- l'audit annuel des projets ;
- La revue à mi-parcours (en fin juin ou début juillet) pour apprécier les avancées et les difficultés dans la réalisation des produits et les progrès vers les effets ;
- Les rapports de visites périodiques sur le terrain ;
- Les réunions de coordination des projets du programme
- Les rencontres des membres du groupe thématique
- L'évaluation finale/capitalisation du projet gouvernance et du 3^{ème} Programme de Développement Local en Haute Guinée (PDLG III).



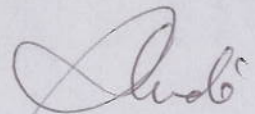
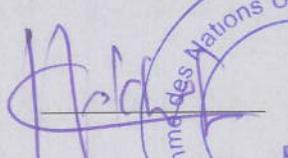
Dès la signature du programme, un programme de travail sera élaboré pour chaque composante du programme sur une base trimestrielle et semestrielle. Ces programmes donneront les indications relatives à chaque projet et seront transmis au Gouvernement, au Représentant Résident du PNUD et aux agences de réalisation. L'Unité Centrale de Coordination (UCC) sera renforcée afin d'optimiser le suivi et l'appropriation nationale du programme. La cellule d'appui à la mise en œuvre du PAPP sera constituée pour assurer la qualité et la visibilité des résultats.

V. Contexte juridique

Dans le contexte de mise en œuvre des activités du PNUD selon les modalités opérationnelles harmonisées du Groupe des Nations Unies pour le Développement (GNUD), le présent PTA, combiné avec le PAPP dont il constitue une partie intégrante, est le document de projet visé à l'article premier, paragraphe 1, de l'accord-type d'assistance de base conclu et signé le 13 février 1975 entre le Gouvernement de la Guinée et le PNUD.

Période couverte par le Programme : 2013- 2017
Composante du Programme : Gouvernance
Titre des projets : (1) Appui à la Gouvernance et au renforcement des capacités ; (2) Appui à la Consolidation de la paix
Code des projets : GIN...../GIN.....
Durée du projet: 60 mois (janvier 2013-décembre 2017)
Modalité d'exécution : Exécution nationale (NEX)
 Exécution Directe (DEX)

Budget estimatif 2013-2017 (\$US): 18 479 000 USD
 Budget estimatif 2013 (en \$ US) : 11 821 394 USD
 Sources :
 Ressources allouées :
 - Ressources ordinaires PNUD : 1 986 600 USD
 - Financement autres partenaires: 9 534 794 USD
 Ressources à mobiliser :
 - Gouvernement (en espèces) : 300 000 USD
 Gouvernement (en natures) : local avec bureaux fonctionnels+ personnel national de contrepartie

Approuvé au nom de :	Signature	Date	Nom/Titre
Gouvernement :		2er/11/13	Prof Koutoub Moustapha SANO (PhD) Ministre de la Coopération Internationale
Gouvernement :			M. Kerfala YANSANE Ministre de l'Économie et des Finances
Partenaire de réalisation :			M. Alhassane CONDE Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation
PNUD :		29/11/2013	Mme Metsi Makhetha, Directeur Pays du PNUD

aly

PLAN DE TRAVAIL ANNUEL
Année 2013

PRODUITS ESCOMPTÉS DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les objectifs annuels	ACTIVITÉS PLANIFIÉES <i>Dresser la liste de toutes les activités, y compris de S&E, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les produits du CP énoncés</i>	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ						
		1erT	2eT	3eT	4eT		Fonds	Donateur	Description dans le budget	Montant (en \$ US)			
<p>Priorité nationale : Renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit</p> <p>Effet UNDAF / Programme Pays : D'ici 2017, les Institutions démocratiques et le système judiciaire et sécuritaire fonctionneront sur la base de la transparence, du dialogue et de la concertation, dans le respect des normes nationales et internationales et assurent la protection effective des libertés individuelles et collectives.</p> <p>Indicateur d'effet UNDAF : <i>Existence d'une Assemblée Nationale démocratiquement élue avec des Commissions fonctionnelles</i> (Base : 0 (2011) ; Cible : 1); <i>Nombre de lois votées par le parlement qui favorisent le respect des droits de l'homme y compris ceux des femmes et des enfants</i> (Base : 0 (2011) ; Cible : 5); <i>Existence d'une institution nationale des Droits de l'Homme indépendante et fonctionnelle</i> (Base : 0 (2011) ; Cible : 1) ; % de cas jugés par rapport aux cas de violation des Droits de l'Homme transmis à la justice (Base : 30 (2011) ; Cible : 150)</p>													
<p>Domaine du Plan Stratégique : Promotion de la Gouvernance démocratique</p> <p>Stratégie de partenariat : Le Gouvernement œuvrera en faveur du dialogue politique inclusif entre les acteurs et assurera la formulation et la mise en œuvre des réformes (RSS, réforme administrative, justice). Il apportera le soutien politique à la réconciliation nationale et la prévention/ gestion des conflits. Le PNUD développera des outils et une approche pour renforcer les capacités nationales à gérer un dialogue continu entre les parties prenantes à la réconciliation nationale et la prévention des conflits; l'assistance technique à la préparation et la conduite du processus électoral, la coordination des PTF et la gestion du panier commun; analyses, plaider et formulation de plans d'action pour la mise en œuvre des programmes de réformes (RSS, réforme administrative, justice).</p> <p>Les autres partenaires : UE, France, Japon, USAID, PBSO apporteront des contributions financières au processus électoral, y compris la promotion de la participation des femmes; (ii) BM, UE, BAD apporteront des appuis techniques et financiers à la réforme de l'administration. Publique.</p>													
COMPOSANTE I : CONSOLIDATION DE LA DEMOCRATIE ET DE L'ETAT DE DROIT													
<p>L'administration électorale dispose des capacités de planification, de mobilisation et de gestion des ressources, ainsi que des systèmes et processus électoraux ;</p> <p>Annual targets</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 formations et deux voyages d'échanges réalisés - 100 membres des institutions en charge des questions électorales formés sur la gestion des processus électoraux - Xx membres formés sur la gestion administrative et financière y compris la passation des mandats - Les membres des organes de gestion des élections disposent des compétences pour la prise en compte du genre dans le processus électoral <p>Gender Marker 2 : Les bénéficiaires de ces formations seront sensibilisés à</p>	Appui à la recomposition de l'UTG	X						PNUD/CENI	30079	00280	71 400	79 576	
	Organisation des réunions des Points Focaux Election	X	X			X		PNUD/CENI					
	Organisation d'une réunion des partenaires pour la mobilisation des ressources nécessaires à la tenue des Elections législatives	X						MATD/CENI					
	Rédaction des rapports narratifs et financiers	X	X	X		X		CENI/UTG					
	Poursuite de l'appui institutionnel à la CENI		X	X		X		MATD/PNUD	37005	00280	72 200	135 247	
	Suivi régulier des Conventions avec les partenaires	X	X	X		X		UTG					
	Organisation d'une rencontre d'évaluation du PACE				X			UTG/CENI	30079	00280	71 600	15 389	
	Appui à la révision du Fichier électoral	X	X					UTG/CENI	30000	10480	72 200	564 000	
	Formation des délégués des partis politiques au sein des Bureaux de vote		X					NDI	30079	00280	72 100	460 191	
	Acheminement/transport des matériels électoraux (Urnes, isolements, kits des bureaux de vote, etc) de Conakry vers les Circonscriptions électorales du pays et vice versa	X	X					UTG/CENI	30079	00280	72 100	232 759	
Campagne de sensibilisation des filles et femmes pour leur bon positionnement en vue du respect du quota des 30% par les Partis politiques	X	X					FEGUIREF-PD	04000	00012	72 100 71600	25 000 5 000		

ay

PRODUITS ESCOMPTÉS DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les objectifs annuels	ACTIVITÉS PLANIFIÉES <i>Dresser la liste de toutes les activités, y compris de S&E, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les produits du CP énoncés</i>	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ			
		1erT	2eT	3eT	4eT		Fonds	Donateur	Description dans le budget	Montant (en \$ US)
<i>L'approche genre et composée d'un minimum 30% de femmes</i>	Sensibilisation des responsables d'association de Conakry et l'intérieur du pays sur le leadership féminin	X				04000	00012	72100	PM	
	Formation des jeunes leaders sur les systèmes électoraux guinéens et les enjeux des élections législatives	X				04000	00012	72100	30 000	
	Formation des Agents des Bureaux de Vote (BV)		X			30079	00280	72 100	974 801	
	Financement des autres activités liées au scrutin législatif		X			30000	00185	72 200	573 000	
Sous total produit 1 :									3 039 963	

PRODUITS ESCOMPTÉS DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les objectifs annuels	ACTIVITÉS PLANIFIÉES <i>Dresser la liste de toutes les activités, y compris de S&E, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les produits du CP énoncés</i>	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ			
		1erT	2eT	3eT	4eT		Fonds	Donateur	Description dans le budget	Montant (en \$ US)
Des Programmes d'éducation civique et citoyenne de sensibilisation sur les droits humains, y inclus les aspects d'égalité du genre, sont formulés et mis en œuvre.	Sensibilisation des jeunes leaders sur la gestion pacifique des conflits en période électorale	X	X	X	X	04000	00012	72100 71600	31 000 4 000	
	Organisation d'un atelier de capitalisation des acquis des CIP	X				04000	00012	72100 71600	10 000 5 000	
Annual targets	Réalisation de l'évaluation finale du Projet	X				04000	00012	72100	15 000	
	Assistance judiciaire à 150 personnes vulnérables en conflit avec la loi		X	X	X	04000	00012	72100 71600	65 000 5 000	
	Sensibilisation des populations sur les Droits de l'Homme			X	X	04000	00012	72100 71600	55 000 15 000	
	Assistance aux filles et femmes en conflit avec la loi et développement des AGR en faveur des enfants en conflit avec la loi	X				11363	PBF	72100	19 850	
	Sensibilisation des Points Focaux communautaires femmes / leaders sur l'information juridique et les droits des femmes			X		11363	PBF	72100	15 000	
	Renforcement du rôle de l'Observatoire National de lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG)	X				11363	PBF	72200	15 000	
	Validation et diffusion du Guide pour la prise en charge juridique des victimes de VBG		X			11363	PBF	72100	15 000	
	Campagnes de sensibilisation des citoyens sur les enjeux des élections législatives	X	X			04000	00012	72100 71600	25 000 5 000	

aly

PRODUITS ESCOMPTEES DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les objectifs annuels	ACTIVITES PLANIFIEES <i>Dresser la liste de toutes les activités, y compris de S&E, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les produits du CP financés</i>	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIE			
		1erT	2eT	3eT	4eT		Fonds	Donateur	Description dans le budget	Montant (en \$ US)
<i>droits des femmes et une conscientisation des Résolution 1325 et 1820</i>	Formation de 760 responsables d'association de jeunesse des Préfectures de la Guinée sur la citoyenneté, droits et devoirs, bonne gouvernance, etc.	X	X	X		DNEJ/ Ministère Jeunesse Emploi Jeunes (NEX)	04000	00012	72100 71600	87 000 15 000
	Formation des OSC au contrôle citoyen de l'action publique		X			PCUD/CNOSC (NEX)	04000	00012	71200	4 000
	Appui à la mise en place d'une Institution nationale indépendante des droits de l'Homme	X				MDHLP/OSC/ HCDH (NEX)	04000	00012	71300 74500	10 000
	Appui institutionnel au Ministère des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques (MDHLP)	X				MDHLP/OSC/ HCDH (NEX)	04000	00012	72200	25 000
	Formation des journalistes des médias publiques et privés et des Agents des FDS sur les droits de l'Homme	X	X	X	X	MDHLP (NEX)	04000	00012	72100 71600	46 000 15 000
	Appui à la spécialisation des Magistrats dans le domaine de la lutte contre les VBG dans deux régions administratives			X		HCDH Centre Judiciaire (NEX)	11363	PBF	72100	14 000
	Appui à la formation continue des Magistrats et Auxiliaires de justice				X	HCDH Centre Judiciaire (NEX)	11363	PBF	72100	20 000
	Sensibilisation sur les droits humains et le genre	X				REFMAP RENACOT/CIP (NEX)	04000	00012	72100	4 500
	Sous total produit 2 :									
	551 350									

PRODUITS ESCOMPTÉS DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les objectifs annuels	ACTIVITÉS PLANIFIÉES <i>Dresser la liste de toutes les activités, y compris de S&E, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les produits du CP théorés</i>				CADRE CHRONOLOGIQUE			PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ				
					1erT	2eT	3eT		4eT	Fonds	Donateur	Description dans le budget	Montant (en \$ US)
L'Assemblée Nationale, la Cour des Comptes, le Conseil Economique et Social et la Société Civile sont dotées de personnel compétent et d'outils nécessaires pour mieux assurer leurs missions.													
Annual targets													
- Formation des cadres de l'Administration parlementaire													
- Formation des membres de la cour des comptes					X	X			04000	00012	72100	30 000	
- 4 voyages d'études effectués													
- 150 députés et de membres de l'Administration parlementaire formés ;													
Gender Marker 2 : Les bénéficiaires de ces actions seront composés d'au moins 30% de femmes et des mesures sont prises pour protéger les femmes et les filles des VBG													
Sous total produit 3 :													
												30 000	
Les structures, normes et procédures ainsi que les ressources humaines de l'Administration publique sont modernisées et la transparence renforcée.					X				04000	00012	72100	20 000	
Annual targets													
- Un dispositif cohérent d'appui à la mise en œuvre du PREMA est disponible					X	X			04000	00012	72100	30 000	
- Le fichier de la fonction publique est assaini et intégré dans la gestion administrative et financière des						X	X		04000	00012	72100	10 000	
									04000	00012	72100	150.000	

PRODUITS ESCOMPTÉS DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les objectifs annuels	ACTIVITÉS PLANIFIÉES <i>Dresser la liste de toutes les activités, y compris de 3eE, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les produits du CP énoncés</i>	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ			
		1eT	2eT	3eT	4eT		Fonds	Donateur	Description dans le budget	Montant (en \$ US)
<p>agents civils de l'Etat</p> <ul style="list-style-type: none"> - La loi anticorruption est adoptée et promulguée - l'ANLC est équipée et opérationnelle ; - 10 OYC formés aux techniques de monitoring et de dénonciation de la corruption et pratiques assimilées - Données disponibles sur le nombre et fonction des femmes au sein de la fonction publique pour appuyer le plaidoyer pour leur participation active et la mise en place d'un plan de progression de carrière <p>Gender Marker 1 : Les aspects genre seront pris en compte dans l'élaboration des différents outils, et une participation effective des femmes sera promue lors de la vulgarisation d'outils.</p>	pilotage de la réforme de l'Etat, opérationnalisation de la stratégie de communication, renforcement de capacités des cadres impliqués dans la mise en œuvre de la réforme au niveau central)	X	X	X	X	20703	SPA	74500	150 000	
	Formation des Secrétaires Généraux des ministères des secteurs prioritaires en leadership et gestion publique	X					04000	00012	75700	50 000
	Edition et impression du document du PREMA		X				04000	00012	72100	12 000
	Appui à la détection de nouveaux talents		X	X	X	X	04000	00012	72100	40 000
	Production d'un Profil de gouvernance	X	X	X	X		30031	BAD	71300 71600	40 000
	Organisation d'Ateliers régionaux (Kankan et Labé) sur la Lutte contre la Corruption en Guinée : état des lieux et perspectives.	X	X				04000	00012	74500	20 000
	Renforcement des capacités du bureau des plaintes et formation des cadres et agents	X	X				04000	00012	72100	71 500
	Evaluation du projet d'investigation de la corruption dans le secteur de la santé	X					04000	00012	72100 71600	4 500 1 500
	Appui à l'organisation de la journée internationale Anti-corruption					X	04000	00012	72100	15 000
	Formation des réseaux « Médias intégrité » en technique d'investigation de la corruption dans les secteurs de l'eau et l'électricité		X				04000	00012	72100	12 000
	Réactualisation, adoption et promulgation du Projet de loi Anti-corruption	X	X				04000	00012	72100	43 000
	Mise en place d'une stratégie de gestion de suivi-évaluation du N° vert (147) et du site web / Création d'un bulletin d'information sur les pratiques de corruption			X			04000	00012	72100	10 000
	Formation des journalistes des médias publics et privés sur la Technique du montage numérique à la radiodiffusion	X	X	X			04000	00012	72100	10 000
	Formation des journalistes sur la migration, le montage numérique et virtuel à la télévision	X	X	X			04000	00012	72100	10 000
	Appui au renforcement de la coordination / effacement de l'aide		X	X	X	X	04000	00012	74500	100 000
Sous total produit 4 :									664 500	
GESTION DU PROJET ET FONCTIONNEMENT PAGDeRC										

PRODUITS ESCOMPTEES DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les objectifs annuels	ACTIVITES PLANIFIEES <i>Dresser la liste de toutes les activités, y compris de S&E, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les produits du CP énoncés</i>	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIE			
		1erT	2eT	3eT	4eT		Fonds	Donateur	Description dans le budget	Montant (en \$ US)
				X	X		X	X	TRAC	00012
	Salaires Staff UTG et CIP	X	X	X	X	TRAC	00012	71400	28 000	
	Salaires Personnel d'appui UTG et CIP	X	X	X	X	TRAC	00012	71600	30 000	
	Perdiems missions (staff UG, PNUD, CIP)	X	X	X	X	TRAC	00012	73400	20 000	
	Maintenance véhicules et matériels de bureau	X	X	X	X	TRAC	00012	74500	20 000	
	Carburant Fonctionnement	X	X	X	X	TRAC/ Gvt	00012 30031	71400 72200 71600 74500	300 000	
	Cellule de Suivi/evaluation / Communication	X	X	X	X	TRAC	00012	74500	26 800	
	Divers	X	X	X	X					
Total fonctionnement										
									599 800	
	Locaux, eau/électricité, personnel et divers (stage de formation, cérémonie de réception etc.),	X	X	X	X			2610	PM	
	Total Fonctionnement contrepartie								PM	
Total fonctionnement Gouvernance et CP avec contrepartie										

afy

PLAN DE TRAVAIL 2013 PDLG III

Priorité nationale : Réforme de l'Administration publique, y compris la gouvernance locale										
Effet UNDAF : D'ici 2017, les institutions démocratiques et le système judiciaire et sécuritaire fonctionnent sur la base de la transparence, du dialogue et de la concertation, dans le respect des normes nationales et internationales et assurent la protection effective des libertés individuelles et collectives.										
Effet Programme Pays : Le processus de décentralisation et de gouvernance locale est renforcé à travers la mise en œuvre de la Lettre de Politique Nationale de la Décentralisation et du Développement Local (LPN/DDL).										
Stratégie de partenariat : L'appui à la gouvernance locale sera assuré par le PNUD, conjointement avec l'UNCDF, à travers le renforcement du processus de décentralisation conformément à la LPN/DDL. A cet effet, le PNUD et l'UNCDF appuieront la formulation et la mise en œuvre d'un programme de développement participatif ainsi qu'un mécanisme national de transfert de ressources financières entre l'Administration centrale et les collectivités.										
Produit 6 : Le processus de décentralisation et de gouvernance locale est renforcé à travers la mise en œuvre de la Lettre de Politique Nationale de la Décentralisation et du Développement Local (LPN/DDL)										
Annual targets										
- Un programme de développement local participatif élaboré validé et mis en œuvre ;										
- Un mécanisme national de mobilisation et de transfert des ressources financières entre l'Etat et les collectivités locales en place ;										
- Capacités opérationnelle de mise en œuvre des S.AFIC										
- Participation d'au moins xxx% de femmes dans les instances de prise de décision au niveau local.										
Gender Marker 1 : La représentativité des femmes dans les instances de décision au niveau des CL sera soutenue										
Axe 6.1: Renforcement des capacités de management d'un développement local inclusif										
Produit 6.1.1 : La mise en œuvre de la LPN/DDL a contribué à un environnement favorable à l'autonomie des collectivités locales et favorisé l'exercice d'une maîtrise d'ouvrage communale inclusive.										
Le portage politique de la décentralisation et du développement local est amélioré	Renforcement des capacités d'action du Comité de pilotage interministériel de la LPN/DDL	X	X	X	1er Min. MATD, MFE	4000	PNUD	75700	10 000	
	Appui au dialogue de haut niveau entre le Gvt et les PTF pour renforcer la gouvernance locale	X	X	X	MATD	4000	PNUD	PM	PM	
	Appui, à travers le Groupe thématique décentralisation et développement local, à la mise en place et à l'animation d'une revue sectorielle	X	X	X	MATD, MFE	4000	PNUD	75700	10 000	
	Appui à l'opérationnalisation de la feuille de route du mécanisme de financement des CL	X	X	X	MATD, MEF, MMG	4000	PNUD	71200	15 000	
Le mécanisme national de financement des collectivités locales est créé, mis en place et rendu fonctionnel	Appui au dialogue de haut niveau entre le Gvt, les PTF et le secteur privé pour la création du fonds d'investissement des CL	X	X	X	MATD, MEF, MMG	4000	PNUD	PM	PM	
	Organisation des voyages d'études / échanges dans quelques pays disposant de mécanismes fonctionnels	X	X	X	MATD	4000	PNUD	71600	10 000	
	Assistance au Gouvernement dans la mise en place du mécanisme national de financement des CL	X	X	X	MATD, MEF, MMG	4000	PNUD	71200	PM	
Produit 6.1.2 : Les collectivités locales conçoivent et gèrent le développement local de manière inclusive dans un environnement favorable au développement humain.										
Réalisation d'une évaluation participative des PDI de première génération au regard de l'attente des OMD		X			MATD	4000	PNUD	71300	10 000	
	Actualisation du "Guide méthodologique de planification locale" de manière inclusive	X	X	X	MATD	4000	PNUD	71200	15 000	

af

Des outils pratiques d'accompagnement des acteurs de la décentralisation pour un développement local inclusif sont élaborés, adoptés et diffusés	Elaboration des outils de gestion communale (PAI, Budget, Guide du maire, etc.) facilitant l'atteinte des OMD	X	X		MATD	4000	PNUD	71300	10 000
	Édition et vulgarisation du Guide méthodologique actualisé de planification locale et des outils de gestion de communale	X	X		MATD	4000	PNUD	74500	5 000
	Développement des capacités nationales (MATD, projets et programmes, bureaux d'études et ONG) dans la méthodologie de planification locale inclusive	X	X		MATD	4000	PNUD	75700	7 000
	Finalisation des SAFIC des 38 CL de la Guinée Forestière et des 5 CU de la Haute Guinée			X	MATD	4000	PNUD	71300	PM
	Appui à l'élaboration des PDL des 43 CL bénéficiaires de SAFIC suivant la nouvelle démarche de planification locale	X	X	X	MATD	G1310	UNCDF	71300	30 000
	Renforcement des capacités nationales (MATD, projets et programmes, bureaux d'études et ONG) dans la mise en place des SAFIC	X	X	X	MATD	G1310	UNCDF	75700	10 000
	Actualisation progressive des PDL des Communes rurales de Mandiana, de Kankan et de Kérouané dans la Région de Kankan et des Communes de Marelle et de Sandénia dans la Région de Faranah		X	X	MATD	G1310	UNCDF	71300	30 000
	Accompagnement des CL partenaires dans la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des investissements prévus dans leur PAI		X	X	MATD	G1310	UNCDF	63400	20 000
	Développement des capacités des CL partenaires dans la prestation de services de développement humain durable		X	X	MATD	G1310	UNCDF	63400	10 000

Priorités nationales : Accélération de la croissance et création d'opportunités d'emplois pour tous ; Renforcement des capacités nationales pour la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles

Effet UNDAF 1 : D'ici 2017, une meilleure gestion stratégique du développement est assurée par des structures et organisations étatiques et non étatiques disposant des capacités techniques et opérationnelles de formulation des politiques et programmes à travers un processus participatif et inclusif

Effet UNDAF 2 : D'ici 2017, les populations les plus vulnérables en particulier les femmes et les jeunes, dans les zones les plus pauvres, disposent des capacités accrues de production, de meilleures opportunités d'emplois décents et de revenus durables et leur sécurité alimentaire est améliorée.

Effet UNDAF 3 : D'ici 2017, les secteurs publics, privés, collectivités locales et les populations adoptent de nouvelles techniques et comportements favorables à un environnement durable et assurent une meilleure prévention et gestion des risques et catastrophes naturelles dans un contexte d'adaptation au changement climatique

Domaine du Plan d'Action du Programme de Pays (PAPP) 2013-2017: Axe Croissance et développement durable

Produit du PAPP : Produit 2 : La stratégie nationale de micro finance adoptée et mise en œuvre et les initiatives pilotes d'insertion économique testées dans le cadre du Programme Emplois- Jeunes (PEJ) mises à l'échelle notamment pour couvrir les jeunes et femmes des localités pauvres et défavorisées

Produit du PAPP: Produit 3 : Programmes conjoints de développement économique local participatif consolidé en Guinée Forestière et initié en Haute Guinée pour la régionalisation et l'accélération de l'atteinte des OMD en partenariat avec les autres agences du SNU

Axe 6.2 : Soutien aux dynamiques de développement économique local

Produit 6.2.1 : Un cadre stratégique national du développement économique local (DEL) inclusif est élaboré, adopté et diffusé

Un environnement favorable au DEL est promu dans la politique nationale de développement territorial	Réalisation d'un état des lieux des mandats et missions des différentes institutions de l'Etat dans le DEL	X	X		1er Min. MATD, MFE	4000	PNUD	72100/71300	20 000
	Elaboration d'une stratégie nationale de DEL inclusive servant de référentiel pour les stratégies DEL des CL	X	X		1er Min. MATD, MFE	4000	PNUD	72100	20 000

aly

Produit 6.2.2 : Des investissements structurants de développement économique local (DEL) ont favorisé la création d'emplois pour les jeunes et les femmes et l'accroissement des revenus pour la collectivité locale											60 000		
Une phase pilote de mise en œuvre du DEL est réalisée dans deux pôles de développement de Norassoba et de Kinitro	Mis en place dans les 7 Communes et les 2 Pôles les organes de gestion du DEL.								MATD	4000	PNUD	71600	PM
	Analyse de la situation du développement économique local dans les Communes et les pôles								MATD	4000	PNUD	71600	PM
	Renforcement des capacités des acteurs et des organes chargés d'animer le DEL dans les communes et les pôles								MATD	4000	PNUD	63400	10 000
	Elaboration d'un manuel de gestion d'un fonds de développement économique local (FDEL)								MATD, MFE	G1310	UNCDF	72100	20 000
	Mis en place et opérationnalisation du FDEL								MATD, MFE	4000	PNUD	72600	PM
	Accompagnement des porteurs de projets (pôles, communes, organisations professionnelles, promoteurs individuels) dans la conception et la réalisation de projet de développement économique								MATD	G1310	UNCDF	72600	30 000
Produit 6.2.3 : Fonctionnalité et maîtrise d'ouvrages des Collectivités locales											5 000		
Impact des leçons apprises de la mise en œuvre des PARFIC, des PADEL et des pôles économiques sur la planification du développement local en Guinée. Nombre de CL (CRD et CU) ayant élaboré et mis en œuvre leur PARFIC, PADEL ou un pôle économique	1. Réalisation du SAFIC dans les 43 nouvelles CL partenaires												
	1.1. Consultations publiques								UNCDF	G1310	UNCDF	72100	PM
	1.2. Elaboration de programmes de renforcement et de fonctionnement (PARFIC et PADEL) des CL								UNCDF	G1310	UNCDF	72100	PM
	1.3. Restitution de l'étude SAFIC								UNCDF	G1310	UNCDF	75700	5 000
Produit 6.2.4 : Développement soutenu des économies locales											24 000		
Nombre de CL ayant bénéficié de FDL	2.1 Investissements publics (FDL)												
	2.1.1. Finalisation des activités du protocole d'accord avec SEMAFO :								UNCDF	G1310	UNCDF	72600	PM
	2.1.2. Finalisation des activités du protocole d'accord avec PACV2 : Achevement des chantiers en cours (20 PAI ont été financés : 35 infrastructures communautaires en cours de réalisation) ;								UNCDF	G1310	UNCDF	71600	PM
Nombre de comptes FDL suivis	2.1.3. Audit du FDL								UNCDF	G1310	UNCDF	72100	24 000
TOTAL SOUS PRODUITS (1,2)											29 000		
GESTION DU PROJET, FONCTIONNEMENT ET APPUI TECHNIQUE LOCAL													
	5.1. Formation du personnel								UNDP	4000	UNDP	75700	5 000
	5.2. Fonctionnement												
	Honoraire personnel								UNDP	4000	UNDP	71400	100 000
	Consultants Nationaux								UNDP	4000	UNDP	71300	8 000

Personnel: Coordination et antennes	Salaires recurrent Payroll Cost GS/Staff	X	X	X	X	X	X	UNCDF	G1310	UNCDF	UNCDF	62200	33 000	
Sous-total personnel projet														
Equipement de bureau		X	X	X	X	X	X	UNDP	4000	UNDP	UNDP	72200	PM	
Equipement solaire		X	X	X	X	X	X	UNDP	4000	UNDP	UNDP	72200	PM	
Equipement roulant (véhicule 4x4)		X	X	X	X	X	X	UNDP	4000	UNDP	UNDP	72200	40 000	
Sous-total équipement de projet														
Location, entretien et gardiennage		X	X	X	X	X	X	NEX	4000	NEX	UNDP	72100	16 000	
Téléphone, fax et courrier		X	X	X	X	X	X	NEX	4000	NEX	UNDP	72400	PM	
Entretien informatique & communication		X	X	X	X	X	X	NEX	4000	NEX	UNDP	73300	8 000	
Fournitures de bureau		X	X	X	X	X	X	NEX	4000	NEX	UNDP	72500	8 000	
Assurances véhicules & vignettes		X	X	X	X	X	X	NEX	4000	NEX	UNDP	74500	3 000	
Divers		X	X	X	X	X	X	NEX	4000	NEX	UNDP	74500	5 000	
Divers		X	X	X	X	X	X	UNCDF	G1310	UNCDF	UNCDF	74500	16 000	
Carburant véhicule/Groupe électrogène		X	X	X	X	X	X	NEX	4000	NEX	UNDP	73400	20 000	
Entretien et réparation véhicules		X	X	X	X	X	X	NEX	4000	NEX	UNDP	73400	4 000	
Frais de mission		X	X	X	X	X	X	NEX	4000	NEX	UNDP	71600	20 000	
Sous-total installation et fonctionnement														
Audit NEX		X	X	X	X	X	X	NEX	4000	NEX	UNDP	72100	PM	
GMS		X	X	X	X	X	X	NEX	4000	NEX	UNDP	75100	PM	
Comité de pilotage		X	X	X	X	X	X	NEX	4000	NEX	UNDP	75700	6 000	
Travel/Mission		X	X	X	X	X	X	UNCDF	G1310	UNCDF	UNCDF	71600	20 000	
Médatisation et visibilité du programme		X	X	X	X	X	X	NEX	4000	NEX	UNDP	73300	5 000	
Lancement de la 3ème phase du programme		X	X	X	X	X	X	NEX	4000	NEX	UNDP	75700	10 000	
Sous-total														
Total Fonctionnement (Sous produit 5)														
PNUD														327 000
UNCDF														400 000
Sous total produit 6 :														
												248 000	648 000	

TOTAL COMPOSANTE I

5 462 813

COMPOSANTE II : CONSOLIDATION DE LA PAIX

Produit 5 : Les capacités de contrôle civil et démocratique des FDS sont renforcées

Annual targets

- Institutions et les acteurs civils sont sensibilisés et informés quant-à leur rôle et responsabilités en matière de contrôle civil et démocratique des forces de défense et de sécurité en Guinée.
- 300 Nombre de personnel et de décideurs formés sur le contrôle civil et démocratique des FDS.
- La conduite des FDS est conforme aux résolutions 1325, 1820 et 1888.

Gender Marker 2 : La dimension genre est intégrée dans l'ensemble du processus RSS (modules de formation genre, paix et sécurité ; gestion des FDS; recrutement, formation et responsabilisation des femmes).

<p>Produit 5.1 : Un système moderne de gestion des ressources humaines de Forces de Défense est mis en place et opérationnel</p>	<p>Finalisation de la mise en place des équipements et des installations-réseaux sur jusqu'au niveau des bataillons autonomes Déploiement du système informatisé de gestion moderne des ressources humaines,</p>	<p>X</p>	<p>X</p>	<p></p>	<p>Ministère de la Défense Nationale</p>	<p>30000</p>	<p>PBF</p>	<p>72100 (Contrat CONTIPRINT)</p>	<p>177 500</p>
<p><i>Indicateurs: Existence d'un cahier de charge et du guide d'utilisation du système informatisé de gestion moderne des ressources humaines; système de GRH opérationnel</i></p>	<p>Formation des utilisateurs et administrateurs du nouveau système informatisé de GRH de l'armée</p>	<p></p>	<p>X</p>	<p></p>	<p>Ministère de la Défense Nationale</p>	<p>30000</p>	<p>PBF</p>	<p>72100 (Contrat CONTIPRINT)</p>	<p>177 500</p>
<p>Produit 5.2 : Les institutions judiciaires et sécuritaires opèrent dans un cadre juridique et institutionnel conforme aux standards internationaux et sous contrôle civil et démocratique favorisant la protection physique et juridiques des populations</p>	<p>Appui (Conseiller en RSS – P5) à la formulation et à l'exécution d'un plan d'action national en matière de Réforme du Secteur de la Sécurité (2011-2015), Appui (Conseiller justice/Genre) à l'exécution du volet justice de la RSS et à l'exécution du Programme Conjoint VBG Fonctionnement d'une unité de gestion</p>	<p>X</p>	<p>X</p>	<p>X</p>	<p>Comités techniques, PNUD</p>	<p>0 4160</p>	<p>BCPR</p>	<p>71100</p>	<p>250 000</p>
<p>Produit 5.3: Les institutions et les acteurs civils sont sensibilisés et informés quant à leur rôle et responsabilités en matière de contrôle civil et démocratique des forces de défense et de sécurité en Guinée.</p>	<p>Organisation de séances de sensibilisation des militaires sur la RSS Sensibilisation et information des institutions intervenant dans le contrôle civil et démocratique des FDS sur leurs rôles et responsabilités telles que prévus par les dispositions légales en vigueur Campagne nationale d'information et de sensibilisation en direction des populations à travers l'organisation de débats, de journées portes ouvertes, d'activités culturelles, Organisation de débats et émissions radios et télévisées sur le rôle de la société civile dans la RSS dans le cadre du contrôle de la société civile sur les forces de défense et de sécurité et sur la justice</p>	<p>X</p>	<p>X</p>	<p>X</p>	<p>Comité technique/ Comité civilo-militaire</p>	<p>26921</p>	<p>BCPR</p>	<p>72100</p>	<p>69 061</p>
<p>Produit 5.4: Les institutions et les acteurs civils sont outillés pour exercer efficacement leur rôle et responsabilités en</p>	<p>Diagnostic des capacités existantes des acteurs clés en matière de contrôle civil et recommandations sur le renforcement de leurs capacités</p>	<p>X</p>	<p></p>	<p>X</p>	<p>PNUD</p>	<p>30000</p>	<p>PBF</p>	<p>71200 71600</p>	<p>25 000</p>

aly

matière de contrôle civil et démocratique des forces de défense et de sécurité en Guinée.	Formation des membres de : CNT/Parlement, de la CS, Cour des Comptes, Ministères concernés, Cour suprême etc... en matière de contrôle budgétaire des dépenses dans le secteur de défense et de sécurité.	X	X				PNUD	30000	PBF	71200 72100 71600	70 000
Produit 5.5: Le dispositif législatif et les mécanismes de contrôle civil et démocratiques sont renforcés et efficaces.	Etat de lieu du dispositif actuel et identification des domaines qui nécessitent à être améliorés (Révision et vulgarisation du cadre légal, des textes juridiques, préparation d'outil administratif de gestion des compétences et de la législation applicable, etc..).		X				PNUD	30000	PBF	71200 71600	15 000
Produit 5.6: Une initiative pilote de renforcement de la police de proximité est développée et mise en œuvre	Création et animation d'un cadre de concertation entre toutes les parties impliquées dans le contrôle civil et démocratique des FDS en Guinée.		X	X			PNUD	30000	PBF	71300 71600 74500	52 000
	Appui technique à la Commission Technique Défense pour l'élaboration et la vulgarisation d'un Code de Bonne Conduite des FDS en collaboration avec le Comité Civilo Militaire		X	X	X		PNUD	30000	PBF	71300 72100 71600 74500	100 000
	Equipement de la salle d'informatique, bibliothèque et unité de gestion administrative et financière	X					Ministère de la sécurité et de la Protection civile, de la Réforme des services de sécurité (MSPC/RSS)			72200	150 000
	Développement d'un système administratif pour le traitement des appels de service	X					MSPC/RSS			71300 72200 74500	240 000
	Equipement de l'Office Protection Genre, Enfant et Meurs au niveau central et dans les deux pilotes	X					MSPC/RSS			72200	21 000
	Mise en place système collecte données SGBV	X					MSPC/RSS			71300 74500	16 000
	Equipement des Postes de police pilotes - Communes Ratoma et Matoto	X					MSPC/RSS			72200	60 000
	Acquisition de 02 véhicules 4X4 pour le projet	X					Projet			72200	140 000
	Acquisition du matériel informatique et bureautique	X					Projet			72200	9 000
	Mise en place d'une Unité de gestion opérationnelle	X					Projet			71300 74500	61 500
											3 049 561

Sous total produit 5 :

Indicateurs:

- Une salle informatique équipée et fonctionnelle;
 - Une bibliothèque meublée et équipée de livres ;
 - L'OPGEM dispose de matériels informatiques et bureautiques. Un système de traitement des appels de service est installé
 - Un système de volée opérationnel
- Des moyens logistiques et matériels acquis et personnel recruté

Produit 6 : Une Stratégie nationale de prévention et de résolution des conflits élaborée et mise en œuvre avec une participation féminine effective conformément à la Résolution 1325

Annual Targets:

- Une étude sur la cartographie des conflits en Guinée est réalisée et la stratégie nationale de prévention de conflit et de la consolidation de la paix est élaborée ;
- Des consultations sur le processus de réconciliation nationale sont réalisées ; Une stratégie nationale d'alerte précoce et de réponse rapide est discutée ;
- Une plate-forme nationale des praticiens de la paix est mise en place et opérationnelle ; La dimension prévention des conflits et consolidation de la paix est intégrée dans les PDL de 15 Collectivités pilotes ;
- Des cadres de concertation et de dialogue au niveau local sont mis en place et opérationnels ;
- Participation effective d'au moins 20% de femmes au processus de paix, de prévention, de gestion et de règlement des conflits conformément au Plan National 1325 et 1820

Gender Marker 2 : Un effort significatif sera fait en vue de favoriser la participation effective d'au moins 20% des femmes à toutes les phases de conception et de mise en œuvre de la stratégie.

PRODUIT 6.1 : Les structures et institutions de prévention et de résolution des conflits à l'échelle nationale sont mises en place et fonctionnelles.

Produit 6.1.1 Les outils stratégiques de prévention des conflits sont disponibles	MAITD CES Suissepeace/Before	04160	PNUD/ CPR	72100	100 000
Indicateurs:					
• Nombre de personnes formées (% de femmes) ;					
• Nombre de personnes formées sur la stratégie d'alerte précoce ;					
• Nombre de personnes formées sur l'utilisation du guide (% de femmes) ;					
• Existence d'une vision commune sur la stratégie d'alerte précoce ;					
Produit 6.1.2. L'équipe de gestion du programme est opérationnelle					
Indicateurs - Équipe de gestion opérationnelle;					
6.1.1.1 Elaboration de la Cartographie des conflits en Guinée et de la stratégie de prévention des conflits et consolidation de la paix	X	X	X	X	X
6.1.1.2 Atelier de Réflexion sur une stratégie de mise en place d'un dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide en Guinée ;	X	X	X	X	X
6.1.1.3 Renforcement du dialogue tripartite Gouvernement-Patronat-Syndicat ;	X	X	X	X	X
6.1.1.4 Mise en place et animation de la plateforme nationale des praticiens de la paix en Guinée	X	X	X	X	X
6.1.5. Coordination du processus de consolidation de la paix à travers la mise en œuvre du nouveau plan prioritaire;	X	X	X	X	X
6.2.1. Recrutement d'un chargé de Programme	X	X	X	X	X
6.2.2. Recrutement de l'Expert National Suivi évaluation	X	X	X	X	X
6.2.3. Recrutement de deux chauffeurs	X	X	X	X	X
6.2.4. Recrutement d'un Conseiller en Paix et Développement - (PS)	X	X	X	X	X
6.2.5. Administration, gestion et logistique	X	X	X	X	X

PRODUIT 6.2: Les fondations pour la prévention et la gestion des conflits sont renforcées aux niveaux local et communautaire

Produit 6.2.1. La prévention des conflits est intégrée dans l'administration locale	MAITD, PACV, PDLG ACCORD, WANEP	4160	PNUD/ CPR	72100	120 000
Indicateurs:-					
1. Nombre de PDL ayant intégré la dimension conflit ;	X	X	X	X	X
2. Nombre d'acteurs formés au niveau local ;	X	X	X	X	X
3. Nbre de femmes formées sur les mécanismes de prévention des conflits	X	X	X	X	X
6.2.1.1. Intégration de la dimension prévention des conflits et consolidation de la paix dans les PDL de 15 collectivités locales pilotes et renforcement des capacités des acteurs (les mécanismes de prévention et de résolution des conflits, budgétisation sensible à la résolution des conflits, prise en compte du genre et mobilisation des fonds);	X	X	X	X	X

ALG

6.2.3.1. Appui à la promotion des médias pour des législatives crédibles, transparentes et apaisées;	X	X	X				SFCG	NDI	30000	PBF	72100	120 000
6.2.3.2 Organisation d'un atelier de formation d'utilisation du Guide Pratique de la Gestion des conflits électoraux et post électoraux et renforcement des capacités ;	X						PNUD		0 4160	PNUD/ CPR	72100	17 500
6.2.3.3 Organisation de campagnes de sensibilisation des jeunes sur leur participation à la promotion d'élections législatives apaisées	X	X	X				OSC, Mjeunesse, FONAJEC-G		30000	PBF	72100	200 000
6.2.3.4 Appui aux consultations nationales pour la réconciliation en Guinée (CONARGU)	X	X	X	X			DEX, CPRN MDHLD, MATD MJ, CES, CNT, HCDH		30000	PBF	72100	649 200
6.2.3.5 Organisation de 2 ateliers nationaux sur le rôle et responsabilité des sages, des leaders religieux, structures traditionnelle et OSC dans un processus de consolidation de la paix	X	X	X				DEX, SGAR, CSLR CRS		30000	PBF	72100	90 000,
6.2.3.6 Organisation des séances de plaidoyer des femmes leaders pour l'organisation des élections législatives transparentes, crédibles et apaisées en Guinée;	X	X	X	X	X		MASPFE, REFMAP REFAMP, CONAG/DCF FEGUIREF		4160	PNUD /CPR	72100	65 000
6.2.3.7. Renforcement des capacités au leadership des femmes sur la prévention des conflits (technique de négociation, de médiation, de plaidoyer et participation électorale);	X	X	X				MASPFE, REFMAP REFAMP, CONAG/DCF FEGUIREF		4160			65 000
6.2.3. 1 Renforcement de la confiance des partis politiques et de l'électorat (RECOPEL/PACE) PBF & UE	X	X	X	X			DEX, MATD, GENI, NDI		30000	PBF	72100	PM
6.2.3.2 Organisation de séances de promotion du pacte de convergence et de stabilité sociale	X	X	X				CNT, CES, MATD		30000	PBF	72100	50 000
6.2.3.3. Animation de cadres de dialogue et de concertation	X	X	X	X	X		CES/CNT/MATD/OSC		30000	PBF	72100	150000
6.3.1. Finalisation d'un projet réduction des risques de catastrophes naturelles		X	X	X	X		Ministère de la promotion féminine, ministère l'environnement ; le réseau COPIA, les associations de femmes		0 4160		72100	50 000
Sous total produit 6												2 938 420
TOTAL COMPOSANTE II												5 987 981
TOTAL GENERAL (COMPOSANTES I ET II)												11 821 394